

NEWSLETTER N°12

• FÉVRIER 2026 •



**ERSEL
KAYNAK**

Résumé mensuel des
actualités et défis à la
Commune et au Parlement

Bonne lecture →

Chères citoyennes, chers citoyens,

La rentrée et les premières décisions des gouvernements nous rappellent que nos écoles, notre culture et notre cadre de vie sont confrontés à des choix politiques qui touchent directement notre quotidien. Dans cette édition, je vous partage ce que j'ai défendu au Parlement, et à Malmedy.

Au niveau fédéral et régional, le saut d'index et la hausse du minerval montrent que ce sont encore les classes moyennes et les familles qui subissent directement les décisions politiques, même lorsqu'elles touchent des métiers essentiels comme celui d'enseignant·e. Ces mesures s'ajoutent à un contexte déjà difficile pour nos écoles et nos enseignants, en pénurie et sous pression constante.

La culture et le patrimoine ne sont pas en reste : le projet de pôle muséal de l'Hôtel de Biolley à Verviers reste fragile faute d'engagement clair de la Fédération Wallonie-Bruxelles, alors qu'il constitue un levier culturel et touristique essentiel pour la région.

À Malmedy, nous continuons à défendre une urbanisation respectueuse du cadre de vie, comme avec la décision du Collège communal sur le projet de la rue du Rond-Thier. Nous voulons un développement harmonieux, durable et intégré, qui profite à toutes et tous.

Enfin, sur le terrain, je reste à l'écoute des acteurs de l'éducation, comme les écoles de devoirs, pour relayer leurs besoins et garantir le bien-être des enfants. Ces structures indispensables ont besoin d'un soutien réel et durable, loin des discours et des mesures insuffisantes des gouvernements actuels.

Ersel Kaynak

Député à la Fédération
Wallonie-Bruxelles &
Échevin de Malmedy



AU PROGRAMME :

AU PARLEMENT

Je reviens sur les décisions qui impactent directement nos enseignants, la culture et la liberté de la presse en Fédération Wallonie-Bruxelles.



À MALMEDY

Retour sur les projets urbains et décisions locales qui façonnent le cadre de vie de notre ville.

SUR LE TERRAIN

Rencontre avec les acteurs de l'éducation et des écoles de devoirs pour porter leurs préoccupations auprès des institutions.





AU PARLEMENT

HAUSSE DU MINERVAL : UNE FACTURE INJUSTE POUR LA CLASSE MOYENNE

Je m'oppose fermement à la hausse du minerval annoncée dès la rentrée 2026 par le Gouvernement MR-Engagés. Contrairement aux discours officiels, cette mesure ne vise pas « les plus riches », mais bien les familles qui travaillent et la classe moyenne.

Dès 4.395 € bruts par ménage, le minerval plein de 1.194 € s'appliquera. Concrètement, une enseignante (avec vingt ans de carrière), élevant seule son enfant, paiera le tarif maximum. Pour les familles nombreuses, cela représente un obstacle réel à l'accès aux études supérieures.

Plus grave encore, cette hausse touchera aussi des formations menant à des métiers en pénurie. Se former pour devenir infirmier·e, enseignant·e ou électromécanicien·ne pourrait coûter jusqu'à 3.000 € de plus. C'est un non-sens social et économique.

Avec le Parti Socialiste, nous refusons que l'enseignement supérieur devienne un privilège. C'est pourquoi nous avons déposé une proposition de décret pour annuler cette hausse injuste et défendre l'égalité des chances.

LA CLASSE MOYENNE DÉGUSTE

AVEC MR & ENGAGÉS

LIBERTÉ DE LA PRESSE : UNE LIGNE ROUGE FRANCHIE AU PARLEMENT

Ce qui s'est passé au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles est grave et inadmissible. Le MR et Les Engagés ont choisi de ne pas sanctionner la ministre Jacqueline Galant.

Pour rappel, lors d'une conférence à Walhain, la ministre des Médias a évoqué explicitement la nécessité « d'inverser l'échiquier politique » au sein de la RTBF. Ces déclarations laissent entendre une volonté d'intervention politique dans un média de service public, ce qui constitue une atteinte grave à son indépendance et au principe fondamental de la liberté de la presse.

Lundi 23 février, lors d'une séance plénière exceptionnelle, plutôt que de répondre sur le fond, la majorité a transformé la motion de méfiance – procédure portée par l'ensemble de l'opposition – en vote de survie du gouvernement. Une manœuvre qui banalise une atteinte grave à l'indépendance du service public et à la liberté de la presse.

Les propos tenus lors de la conférence de Walhain n'ont suscité ni excuses, ni regrets. Pire encore, ils s'inscrivent dans un climat de plus en plus inquiétant de discrédit jeté sur les médias, considérés par certains comme des adversaires à abattre.

Comme l'a dit Martin Casier : « Vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas. »





AU PARLEMENT

SAUT D'INDEX : PLUS D'1 ENSEIGNANT·E SUR 2 PÉNALISÉ·E

À partir du 1er juin, le gouvernement fédéral activera un saut d'index ciblé pour les revenus supérieurs à 4.000 € bruts. Présentée comme une mesure de modération salariale, cette décision aura en réalité un impact massif sur le personnel enseignant en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Sur base des chiffres transmis par la ministre de l'Éducation Valérie Glatigny, plus de 52,8 % des enseignant·es (→ soit plus d'un·e sur deux) seront directement concerné·es. Contrairement au discours officiel, il ne s'agit donc pas d'une minorité privilégiée, mais bien d'enseignant·es expérimenté·es, souvent en fin de carrière ou assumant davantage de responsabilités.

Dans un contexte marqué par une pénurie structurelle, une surcharge de travail et un manque de reconnaissance, cette mesure constitue une nouvelle attaque contre leur pouvoir d'achat. On ne peut pas prétendre vouloir renforcer l'attractivité du métier tout en fragilisant celles et ceux qui font vivre l'école au quotidien.

Je refuse cette incohérence. Rien n'est fait aujourd'hui pour donner envie de faire carrière dans l'enseignement, et ce saut d'index ne fera qu'aggraver une situation déjà critique.

Libre·ECO

L Le saut d'index ciblé sur les revenus de plus de 4 000 euros sera enclenché dès le 1er juin



AU PARLEMENT

PÔLE MUSÉAL DE L'HÔTEL DE BIOLLEY : JE DEMANDE UN ENGAGEMENT CLAIR DE LA FWB

Au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, j'ai interrogé la Ministre-Présidente Elisabeth Degryse sur l'avenir du projet de pôle muséal de l'Hôtel de Biolley, à Verviers.

Ce projet, en réflexion depuis plus de 25 ans, vise à offrir un lieu adapté et sécurisé pour valoriser plus de 30.000 pièces patrimoniales, dont une infime partie seulement est aujourd'hui exposable, notamment après les lourds dégâts causés par les inondations de 2021.

Dans sa réponse, la Ministre évoque une subvention envisagée de 3,5 millions d'euros, sans engagement ferme de la Fédération Wallonie-Bruxelles... Une absence de garantie qui met en danger un projet culturel majeur, essentiel pour la protection du patrimoine et l'avenir culturel de la région.

C'est pourquoi j'appelle le Gouvernement de la FWB à clarifier ses intentions et à s'engager clairement pour ce projet structurant pour le patrimoine, l'attractivité et l'avenir de Verviers.



APPARTEMENTS RUE DU ROND-THIER

Au sein du Collège communal de Malmedy, nous avons refusé le projet de 18 appartements prévu rue du Rond-Thier. Cette décision fait suite à une analyse approfondie du dossier, de son intégration dans le quartier et de son impact sur le cadre de vie des riverains.

Le Collège a estimé que la densité proposée et la volumétrie du bâtiment constituaient une rupture importante avec le bâti existant et n'étaient pas adaptées au contexte local. Il est essentiel que les nouveaux projets respectent l'identité des quartiers et l'équilibre urbanistique de notre ville.

Nous restons toutefois ouverts à la présentation d'un projet retravaillé, mieux intégré, plus respectueux du quartier et tenant compte des remarques des différentes instances.

En tant qu'échevin de l'Urbanisme, mon objectif reste clair : garantir un développement harmonieux, durable et de qualité pour Malmedy, au bénéfice de ses habitantes et habitants.



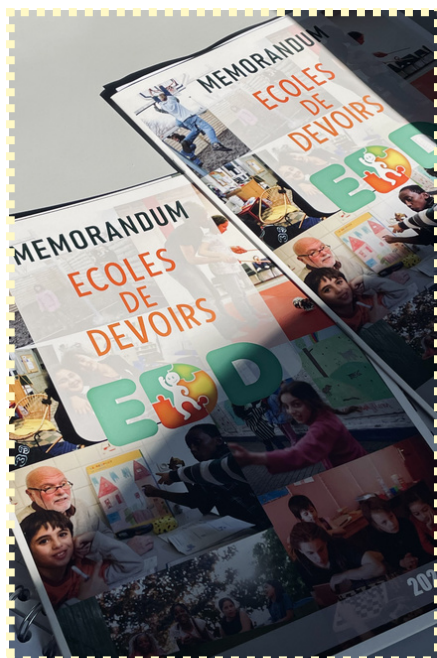
ÉCOLES DE DEVOIRS : ÉCOUTER LE TERRAIN POUR MIEUX DÉFENDRE LE SECTEUR

Suite à mes rencontres avec différentes écoles de devoirs de l'arrondissement de Verviers, j'ai pris contact avec Stéphanie Demoulin, coordinatrice de la Fédération francophone des Écoles de Devoirs (FFEDD), accompagnée de Christian Dengis, de la Coordination des Écoles de Devoirs de Liège. L'objectif étant de disposer d'une vue d'ensemble des enjeux du secteur afin de pouvoir les relayer efficacement au Parlement de la FWB.

La FFEDD agit sur l'ensemble du territoire de la FWB et travaille en étroite collaboration avec les coordinations régionales. Son approche est profondément participative : partir des réalités vécues par les enfants, les jeunes et les équipes, avec un objectif central, le bien-être de l'enfant.

La FFEDD se charge notamment de représenter/défendre le secteur et interpellier les pouvoirs politiques ; collaborer à l'élaboration de programmes de formations continues ; mettre en place la formation de base pour animateurs et coordinateurs en École de Devoirs...

Les écoles de devoirs représentent bien plus qu'une simple aide scolaire. Elles jouent un rôle essentiel d'accompagnement, d'émancipation et de soutien social. Pourtant, ce secteur indispensable peine encore à être entendu, comme en témoignent les choix des gouvernements actuels, qui n'apportent pas les réponses attendues, bien au contraire.



Que ce soit à Bruxelles ou à Malmedy, je reste plus que jamais mobilisé. Vos retours, vos idées et vos préoccupations me motivent à aller encore plus loin dans ces combats. Ensemble, nous pouvons faire avancer des solutions concrètes qui répondent aux besoins de tous, sans laisser personne de côté.

👉 Vous avez une question, une suggestion ou un témoignage à partager ? N'hésitez pas à me contacter ou à passer me voir lors de mes permanences. Vos contributions sont essentielles pour orienter mon travail et me permettre de rester au plus près de vos attentes.

La prochaine newsletter arrivera dans un mois, avec un nouveau point sur les avancées et les défis à relever. D'ici là, je continuerai à travailler avec détermination pour défendre nos valeurs et nos priorités au Parlement comme sur le terrain.

Merci pour votre confiance. Prenez soin de vous, et à très bientôt pour d'autres nouvelles !

Ersel Kaynak

ME CONTACTER :



EK@ERSEL-KAYNAK.BE



+32(0)496/25.17.89

ME SUIVRE :



ERSEL-KAYNAK.BE



ERSEL KAYNAK



ERSEL.KAYNAK